



21 rue Béranger  
75003 PARIS

**INFORMATIONS A DESTINATION DES**  
**Membres du Bureau National**  
**Secrétaires Académiques et Départementaux**  
**Commissaires Paritaires Nationaux**

Paris, le 24 août 2004

**RENTREE 2004 :**  
**Le mouvement national de résistance professionnelle se poursuit**

Le 19 juin, les SA et le BN ont fait un bilan des négociations en cours dans le cadre du groupe national de suivi et ont défini les modalités de la poursuite du mouvement. Depuis, une nouvelle réunion a eu lieu au ministère le 8 juillet (*SA/SD n°35 du 12 juillet 2004*). Elle a été l'occasion d'acter l'intégration de nos motions de congrès sur l'indexation des indemnités, la réduction de cinq à quatre du nombre de postes au-delà duquel la clause de mobilité ne s'applique plus, le passage de la hors-classe à 8,5 % pour 2005. Nous attendons la publication de textes et la budgétisation de ces mesures. Par ailleurs, notre demande réitérée de réunion d'une troisième CAPN, gage d'une meilleure transparence des mutations, a également été satisfaite par le nouveau Directeur de l'Encadrement.

Des ouvertures prometteuses ont eu lieu sur une nouvelle conception des relations des administrations centrale et déconcentrées du ministère avec les EPLE. Ce peut être un levier fondamental pour l'amélioration effective de nos conditions d'exercice du métier mais le SNPDEN attend des éléments plus concrets dont un calendrier de travail.

Cependant, le ministère reste trop évasif sur la question des conditions d'exercice du métier de personnel de direction, notamment sur leur temps de travail. Cette absence de réponse sur des points qui mobilisent massivement les collègues ne permet pas d'envisager, en l'état actuel des choses, de mettre fin au mouvement engagé.

En cet état de la négociation, les modalités d'organisation du mouvement national de résistance professionnelle, lancé par le Congrès de Toulon, doivent être rappelées aux syndiqués :

Nous participons aux réunions directement liées à la préparation de la rentrée mais ce doit être l'occasion pour le SNPDEN de s'exprimer localement devant les Recteurs et les IA sur les attentes des collègues et de rappeler le sens de notre mouvement.

Nous maintenons notre refus de participer comme membres de l'administration aux CAPA et aux groupes de travail paritaires.

Pour le reste, la consigne syndicale indiquée par Philippe Guittet dans le courrier aux personnels de direction du 21 juin reste entièrement d'actualité : ne pas participer à « tout ce qui ne semble nécessaire ni au bon fonctionnement des établissements, ni à l'intérêt des élèves ».

C'est aux instances académiques, compte tenu des caractéristiques du fonctionnement local des rectorats et des inspections académiques, de faire clairement le partage, d'en informer les personnels de direction et les autorités.

Ce partage doit se faire dans la perspective d'imposer une autre façon de travailler. Sans elle, il n'y aura pas d'amélioration durable et solide de nos conditions d'exercice du métier.

La rentrée doit être l'occasion pour les responsables syndicaux de rappeler ces consignes à l'ensemble des collègues et de maintenir un niveau élevé de mobilisation. C'est la condition d'une bonne négociation.

Un prochain bilan d'étape aura lieu lors de la réunion du BN élargi aux SA du 22 septembre prochain.